

Hongkong : Retour sur la trajectoire et le contexte de la « Révolution des parapluies »

mardi 14 octobre 2014, par [UDRY Charles-André](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2014).

Sommaire

- [Hong Kong \(I\) : La « révolution](#)
- [Une dégradation graphique](#)
- [« Mao a dit l'histoire est \(...\)](#)
- [1989 comme point de repère \(...\)](#)
- [La dimension sociale](#)
- [Un avenir moins assuré, \(...\)](#)
- [Face à la « bureaucratie \(...\)](#)
- [Hong Kong \(II\) Le 10 octobre](#)
- [Le rêve à Pékin et à Hong Kong](#)
- [Inégalités, « crony capitalism](#)
- [2003, 2012 et 2014](#)
- [Hong Kong reste encore fort](#)
- [A l'extérieur un gant de \(...\)](#)
- [Un leadership remarquable, \(...\)](#)
- [Des négociations interrompues](#)

Hong Kong (I) : La « révolution des parapluies » face à la « bureaucratie céleste »

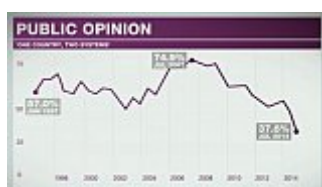
La mobilisation étudiante et d'une partie de la population de Hong Kong n'a pas suscité des soucis seulement à Pékin. Les horlogers helvétiques ont aussi frémi. Ainsi, le directeur des ventes et marketing en Asie de la maison horlogère genevoise Frédérique Constant, Sébastien Cretegny, confie à Frédéric Lelièvre : « *Après un mois de septembre très calme, tout le monde attendait la Golden Week [1] avec impatience. Certains risquent d'être déçus. Il y a encore du monde dans les points de vente spécialisés en touristes chinois, mais sur les boutiques de rue comme à Causeway Bay ou Mong Kok, le mouvement Occupy Central aura un impact.* » F. Lelièvre ajoute : « *Sans oublier que, en réaction aux manifestations, Pékin vient de suspendre les visas pour les groupes de touristes se rendant à Hong Kong, une mesure qui devrait se faire sentir d'ici une semaine.* » (*Le Temps*, 4 octobre 2014) Et, pourrait-on ajouter, tous les téléspectateurs n'ont pas obligatoirement vu les publicités géantes de Piaget ou du groupe Richemont lorsque les télévisions donnaient la priorité aux manifestant·e·s bloquant les rues du quartier du gouvernement hongkongais : Admiralty.

Il est vrai que le flair des horlogers haut de gamme de Genève les guide plutôt sur le continent, en direction de Shanghai, Canton et Pékin. Le choix des organisateurs du Watches&Wonder (W&W) – le pendant asiatique du SIHH de Genève (Salon international de la haute horlogerie) – qui se tenait du 30 septembre au 2 octobre à Hong Kong a été confirmé : les clients haut de gamme de la Chine continentale, de Singapour, de Taïwan étaient présents. Pas pour les manifestations pour des droits démocratiques. La bureaucratie du Parti communiste chinois (PCC) n'est-elle pas soumise à une

« dictature vidéo » : elle ne peut plus afficher des poignets avec Piaget, Audemars Piguet, Vacheron Constantin, Chopard, Ulysse Nardin. La campagne anti-corruption du président Xi Jinping risque de leur couper le bracelet si ce n'est le poignet. Cela n'empêche pas les gentils animateurs du W&W d'assurer qu'ils reviendront l'année prochaine, car les 16'000 visiteurs de 2014 étaient à la hauteur en termes de pouvoir d'achat et de commandes de ceux de 2013, même si le repositionnement dans un segment moins luxueux, en dessous de 6000 dollars, semble répondre à la sentence du président Mao : « *L'avenir est radieux mais la route est sinueuse* ».

Une dégradation graphique

Ce 7 octobre 2014, les trois composantes principales du mouvement de masse pour le suffrage universel, le droit d'élections libres des autorités de Hong Kong en 2017 – puis, au cours de la mobilisation, est surgie la revendication de démission du chef exécutif de la Région administrative autonome, Leung Chung-ying – semblent avoir des difficultés à définir une stratégie commune. Ce qui est effectivement difficile face à un pouvoir fort et expérimenté. Nous y reviendrons en conclusion de cette première partie.



L'Université de Hong Kong a un programme de recherche intitulé « Research on Mass Gatherings and Rallies ». Dans ce projet, elle mène des enquêtes d'opinion sur les évaluations positives ou négatives des habitants de Hong Kong face au gouvernement de la région, en relation avec l'évolution de la société, cela depuis 1992. Les deux indices sont synthétisés sous la dénomination « indice du sentiment public », établis chaque mois en glissement semestriel. Edward Chit-Fai Tai, le directeur des analyses du Public Opinion Programme, souligne, dans un communiqué de presse du 3 octobre, que les indices d'évaluation du gouvernement et de la société sont les plus bas depuis vingt ans. Ces indices ne tiennent pas compte des manifestations entre le 28 septembre et le 6 octobre. Or, on constate, avant « l'explosion » de septembre-octobre, un déclin net du sentiment public depuis fin 2007, pour atteindre en fin 2013 un niveau inférieur à l'indice de fin 2003. La dégradation des relations entre un secteur significatif de la population (établie en valeur nette à partir des évaluations positives et négatives) et le gouvernement ainsi que de ses rapports à la société est manifeste. Un graphique a été établi sur la relation entre la population et le régime « un pays, deux systèmes » par la même université. Les chiffres sont analogues (voir ci-contre).

Le mouvement de désobéissance civile, qui mûrit depuis quelques années, trouve une de ses explications dans cette altération de la crédibilité du gouvernement régional et du pouvoir de Pékin, ainsi que dans l'accroissement des inégalités sociales (hausse du prix des logements, gentrification, prix de la nourriture) comme dans la corruption ambiante qui sont intriquées et s'expriment dans le système de pouvoir où se marient hommes d'affaires, politiciens, individus liges de l'appareil de Pékin et mafieux. Si l'ampleur et la vitesse de la mobilisation a étonné, elle n'est pas à strictement parler spontanée. Une accumulation de forces s'est établie. Les organisations étudiantes, en priorité la Fédération des étudiants de Hong Kong, l'organisation des lycéens Scholarism créée en mai 2011 sous l'impulsion de Joshua Wong (alors âgé de 15 ans) et le mouvement Occupy Central with peace and love ont pu nourrir cette mobilisation démocratique, par définition pluraliste du point de vue des expressions, des modalités d'action et des objectifs qui se définissent en partie en cours de lutte et/ou qui sont déjà élaborés.

« Mao a dit l'histoire est faite par le peuple » !

Le philosophe américain Ralph Waldo Emerson (1803-1882) – auteur de *La confiance en soi* (*Self-Reliance*, publié en français chez Payot-Rivages en 2000) – a une formule qui saisit le refus d'un pouvoir conformiste : « *Leur deux n'est pas le véritable deux, leur quatre n'est pas le véritable quatre* ». Au-delà de la philosophie identitaire d'ensemble d'Emerson, le refus démocratique des étudiants, des lycéens et de tous ceux qui ont adhéré au mouvement peut se retrouver dans cet énoncé. N'ont-ils pas, dès la fin août, considéré que « leur décision » – soit celle de l'Assemblée populaire nationale de Pékin – n'était pas la véritable décision promise, celle de la possibilité d'élire au suffrage universel le gouvernement en choisissant les candidats et non pas en devant désigner le chef exécutif dans une liste fermée de trois ou quatre candidats sélectionnés par un comité de 1200 personnes agréées par la direction du Parti-Etat. Un porte-parole étudiant n'a pas manqué de retourner contre le pantin Leung Chung-ying – qui caractérisait la mobilisation comme illégale, menant au chaos – et Xi Jinping, plus silencieux parce que souverain, la maxime du Grand Timonier : « *Mao a dit l'histoire est faite par le peuple* » !

Joseph Cheng, un des animateurs de Occupy Central et professeur de relations internationales à la City University of Hong Kong, le 3 octobre 2014, sur Al-Jazeera, répondait à Victor Gao, de la China National Association of International Studies et président du China Energy Security Institute : « *Certes, nous n'avions pas le suffrage universel avant 1991, sous le statut de colonie britannique attribué à Hong Kong, mais cela n'implique pas que les droits démocratiques doivent être, aujourd'hui, restreints, comme Pékin l'a décidé en fin août 2014.* » En citant la date de 1991, Joseph Cheng fait allusion à une « élection » de 18 représentants dans un organe législatif. En 1985, un système d'une élection indirecte pour le Conseil législatif de Hong Kong avait été mis en place après la première étape formalisée des négociations concernant Hong Kong entre la Grande-Bretagne et la République populaire de Chine. On peut consulter sur l'évolution complexe de ces négociations, jusqu'en 1997, l'ouvrage de Gao Wanglai sur le site de Jairo intitulé *Sino-British negotiations on democratic reforms in Hong Kong*, datant de 2009). Sur la question d'un véritable suffrage universel, Jean-Philippe Béja citait dans la revue *Perspectives chinoises*, 2007, n° 2, la prise de position de Ma Lik, président de la Democratic Alliance for the Betterment and Progress of Hong Kong (DAB), principal parti favorable à Pékin : « *Hong Kong ne sera pas prête pour le suffrage universel avant 2022, car ses habitants n'ont pas encore bien compris ce qu'est l'identité nationale.* »

Depuis 1997, de nombreuses évolutions ont eu lieu. Des habitants de Hong Kong, dans les enquêtes d'opinion, reconnaissent le « retour dans la mère patrie » – un fait économique, politique, institutionnel –, mais nombre d'entre eux, en même temps, affirment leur attachement à un certain nombre de droits démocratiques. En fin juin 2014, un référendum civil, auquel ont participé plus de 700'000 personnes (sur 3,5 millions d'électeurs et d'électrices), demandait à ce que le Conseil législatif puisse poser un veto sur toutes les réformes électorales qui ne répondaient pas aux normes internationales (Le Monde, 29 juin 2014). Le 1^{er} juillet, anniversaire de la rétrocession, des centaines de milliers de Hongkongais sont descendus dans la rue pour exiger des élections transparentes et dites honnêtes.

1989 comme point de repère mais pas comme analogie

La commémoration de la mobilisation de Tiananmen, écrasée le 4 juin 1989, n'a pas cessé, avec des fluctuations dans la participation. Tiananmen étant considérée comme une lutte pour les droits démocratiques qu'il faut mener à Hong Kong et qui doit être étendue dans la mère patrie. Lorsque les bruits circulaient que des travaux étaient engagés sur Victoria Park, empêchant la

commémoration, les manifestants se réunirent au nombre de 50'000. En 2004, 82'000 personnes se sont réunies pour le 15^e anniversaire de Tiananmen (*South China Morning Post*, 5 juin 2004). Le 4 juin 2014, la manifestation de commémoration a réuni selon les organisateurs 180'000 personnes. Une grande partie tenait des bougies allumées. La Fédération des étudiants de Hong Kong a été un protagoniste de cette commémoration. Son secrétaire général, Alex Chow Yong-kang, s'est adressé aux participants. L'avocat Teng Biao, qui participait pour la première fois à cette « célébration » pro-démocratie, déclara : « *J'espère qu'un jour les citoyens de Chine disposeront de la liberté de manifester qui est un droit protégé par la Constitution chinoise aussi bien qu'un droit humain fondamental. Pourtant, beaucoup d'activistes des droits humains en Chine ont sacrifié leur liberté pour chercher à conquérir ce droit. Certains ont même perdu leur vie pour cela.* » (*South China Morning Post*, 5 juin 2014) C'est aussi le 4 juin 2014 qu'est inauguré un musée de Tiananmen et est élevée la statue de la « Déesse de la démocratie » qui renvoie à la statue de la Liberté brandie en 1989 à Tiananmen.

Le 3 octobre 2014, ce n'est pas par hasard que lors du débat télévisé Victor Gao, cité ci-dessus, proposait à la fort modérée Emily Lau, présidente du Parti démocrate de Hong Kong et membre du Parlement de la Région administrative, de concentrer les mobilisations sur Victoria Park et non pas dans le centre financier, gouvernemental ou commercial de Hong Kong. Sa réponse fut claire. En effet, la pression des dizaines de milliers d'étudiants et de salariés qui avaient rejoint les occupations les 1^{er} et 2 octobre se faisait sentir sur cette dame impassible : « *C'est inutile, nous l'avons fait durant des années [4 juin]. Par contre, le pouvoir ne doit pas envoyer des provocateurs à Mong Kok contre les manifestants pacifiques.* » Elle faisait allusion aux heurts qui avaient lieu ce 3 octobre dans la région de Mong Kok. Des hommes de main des services de sécurité avaient attaqué des manifestants. La police officielle s'était montrée à cette occasion étrangement neutre. Les acteurs de la « révolution des parapluies » ont très vite synthétisé dans un *Instagram hashtag* le sens de leurs revendications : #hk689. Tout d'abord, 689 correspond au nombre de votes qu'aurait besoin de réunir, selon le système électoral actuel, le candidat au poste de chef exécutif. CY Leung a en effet été placé au poste de chef exécutif avec 689 voix. Donc, 689 suffrages sont suffisants pour prétendument représenter 7,2 ou 7,8 millions d'habitants (selon les recensements). Un homme aussi isolé – mais dont le palais est proche de la caserne où résident les soldats de l'« Armée populaire de libération », donc sous bonne garde – est la courroie de transmission de Xi Jinping, alors que sa démission est réclamée ouvertement depuis le 2 octobre. Il n'est pas impossible que Pékin le mette au rancart dans quelques semaines. Ensuite, les deux derniers chiffres, 89, font écho à 1989.

La dimension sociale

Le 28 septembre, la Hong Kong Confederation of Trade Unions (HKCTU) condamnait les attaques par la police des « *étudiants et des personnes sans armes* » et « *le gouvernement pour le fait de supprimer la liberté de parole et la liberté de réunion à Hong Kong* ». De plus, elle réclamait la démission de Leung Chung-ying, la suppression du « *suffrage universel truqué* » et la libération des manifestants. La HKCTU lançait le mot d'ordre : « *Travailleurs et étudiants doivent s'unir pour forcer le gouvernement totalitaire de redonner le pouvoir au peuple* » (*China Labour Net*, 28 septembre 2014). Rappelons ici que ce bulletin a été créé par Han Dongfan [2], un ancien de Tiananmen arrêté et torturé en 1989, emprisonné durant quasi deux ans. Il trouvera refuge à Hong Kong où il sera le principal animateur de China Labour Net [3], une publication de référence. Indépendamment des diverses options pouvant exister au sein de la HKCTU, cette déclaration révèle la dimension sociale et pas strictement démocratique – au sens politique très restreint selon certaines interprétations – de la mobilisation. En outre, il ne faut pas confondre, comme beaucoup d'observateurs l'ont fait, la HKCTU et l'appareil bureaucratique de la HKFTU (Hong Kong Federation of Trade Unions). Sophia et Francine Chan, qui travaillent avec le réseau Left21 – un

réseau ayant pour but « *d'unir et de consolider les forces de gauche à Hong Kong* » [4] –, déclarent que les organisateurs du mouvement étudiant « *ont le sentiment que nous avons besoin non seulement de lutter pour la démocratie politique, mais aussi pour une démocratie économique, car actuellement la vie de la population de Hong Kong est très fortement influencée par les principaux milliardaires de Hong Kong* ».

Les 1^{er} et 2 octobre, jours fériés, des salariés ont rejoint les occupant·e·s des carrefours stratégiques. Ce faisant, ils ralliaient de facto le mouvement de désobéissance civile, choqués par la brutalité de la répression initiale. Phoebe Kwak, âgée de 30 ans, est venue sur Harcourt Road, avec son mari Jimmy Lam Chi-wang et son fils de 7 ans. Elle confie au journaliste de *Libération* (1^{er} octobre 2014, 17h20) : « *Je n'ai rien vu de similaire à ce qui se passe aujourd'hui.* » Elle était convaincue que cette génération de Hongkongais était composée par des gosses gâtés, faisant du shopping et accros d'Internet. Elle a changé d'avis : « *J'ai vu de quoi ils sont capables, soit presque tout : ramasser les ordures d'une foule énorme, organiser les déplacements, les secours, ramener l'eau, organiser les soutiens, les communications... Ils savent que ce qu'ils font est juste... Je suis une Hongkongaise en Chine, qui est mon pays.* » Cyrus Chang Wing-hei, informaticien de 28 ans, travaillant dans une agence publicitaire, confie : « *J'avais toujours cru que les gens, surtout les jeunes, étaient assez égoïstes ici à Hong Kong, où parfois la seule chose qui compte, c'est de gagner de l'argent.* » A propos de « l'identité » – sujet d'études nombreuses de Jean-Philippe Béja – Cyrus répond ainsi à la question sur le rapport entre Hong Kong et la Chine : « *Je ne suis pas d'accord avec leur politique [celle du PCC], mais j'aime mon pays. Je suis Chinois et Hong Kong n'est qu'une partie de mon pays.* »

Comme nous l'avions souligné dans une introduction à un article datant du 23 septembre 2014, des étudiants et des « protestataires » regrettent, avec diverses ambiguïtés, le statut antérieur à la rétrocession, avec une impression – biaisée et anachronique – que les conditions antérieures à la rétrocession aurait permis une avancée en termes de droits politiques.

Un avenir moins assuré, une inquiétude sourde

Toutefois, toutes les enquêtes récentes mettent en relief la dégradation du « rang social » d'une partie des étudiants qui doivent affronter l'emprise sociale et économique des « grands capitaux » venus de Chine continentale ou de la diaspora de Singapour et des immigrants qualifiés qui sont mis en concurrence avec eux. Ceux et celles qui se réfèrent à Tiananmen ne le font pas parce que les deux situations sont identiques, comme ont voulu le voir des « experts ». Les étudiants de Tiananmen – et les secteurs populaires qui les ont rejoints dans la dernière phase – faisaient face très directement à la direction du Parti communiste chinois, divisée sur la tactique à mettre en œuvre. Elle sera décidée par Deng Xiaoping, à la tête de la Commission militaire centrale. Ils ont donc été massacrés (2600 morts) par les forces de l'Armée populaire de libération. A Hong Kong, la police – formée selon un mixte de traditions britanniques coloniales et de « modernité occidentale » – n'a pas exercé sa répression de manière plus brutale que les interventions décidées des polices française, allemande, grecque, italienne (Gênes en 2001), de l'Etat espagnol face au 15M ou aux syndicalistes d'Andalousie, ou des Etats-Unis (Ferguson). Interventions lors d'une grève, d'une occupation d'usine, de voies de chemin de fer, etc. La menace de tirer des balles en caoutchouc a été prise au sérieux par les étudiants de Hong Kong. Ce qui est compréhensible. D'ailleurs, le 3 octobre, la police est entrée de manière démonstrative dans son quartier général avec des caisses de grenades lacrymogènes et de balles en caoutchouc. C'était une mise en garde.

Mais la vraie menace a été exprimée par le secrétaire des Finances de Hong Kong, John Tsang Chun-wah. Le 3 octobre, il a clairement indiqué que si « *la situation persistait, on assisterait à des*

dommages portés à notre système et particulièrement, ce qui nous concerne le plus, à notre réputation en termes de risques comme de confiance dans le système de marché de Hong Kong. Cela serait un dégât que nous ne pouvons nous permettre. » (South China Morning Post, 7 octobre 2014) L'interprétation de cette déclaration par ce vrai dirigeant de Hong Kong fut immédiate : « *ou le chaos cesse, ou il faudra faire appel à la police et aux forces armées* ». Un chantage et une menace effective qui prenait forme dans les actes de provocateurs et de mafieux, dont les réseaux sont aussi opérationnels dans l'immobilier et la finance – et pas seulement dans la prostitution –, des secteurs économiques où l'accumulation rapide et massive de capitaux est sans concurrence, incomparable.

Face à la « bureaucratie céleste »

La « révolution des parapluies » fait face à de puissants ennemis : le pouvoir du PCC et de son appareil d'Etat qui dirige un pays de 1,4 milliard d'habitants et ne souffre pas les processus d'autonomisation régionaux ; un appareil militaire et policier – ce dernier versé dans le renseignement et l'infiltration – présent à Hong Kong ; une « bureaucratie céleste » expérimentée dans la répression, la cooptation, la division des opposants, le don de jouer du temps et pas seulement la montre, le contrôle des réseaux sociaux avec la complicité de géants internationaux du Net, qui optent pour la censure afin de ne pas perdre un marché prometteur. Une audace et un réalisme politique – avec des stratégies et tactiques différentes entre Occupy Central, Scholarism et la Fédération des étudiants de Hong Kong – se sont révélés au cours d'une lutte qui n'est pas terminée. En outre, le pouvoir des élites de Hong Kong, comme celui de Pékin, peut faire appel non seulement à ses alliés économiques internationaux – toutes les entreprises et firmes financières qui pour des raisons juridiques, assurant la propriété privée, ont le siège de leur holding à Hong Kong, ou sont actives à Hong Kong (le marché de l'horlogerie suisse qui utilise cette base de réexportation, pour faire exemple) –, mais aussi à des secteurs sociaux tels que les petits commerçants, fort nombreux, et qui n'aiment pas être dérangés, ainsi que tous ceux qui vivent dans les espaces interstitiels d'une telle île urbanisée, liée physiquement à la Chine continentale.

Charles-André Udry, 7 octobre 2014

Hong Kong (II) Le 10 octobre : le mouvement face à Ms Lam et à Tan Benhong

Un symposium international sur l'environnement, devant réunir onze Prix Nobel, devait se tenir à Hong Kong le mercredi 8 octobre. Les organisateurs ont annoncé le lundi 6 octobre qu'il avait été supprimé pour des causes climatico-politiques. La formule officielle : sa suppression est « *due aux perturbations durables dans la ville* » (*Al-Jazeera*, 7 octobre 2014).

Il est vrai que ce genre de « désordres » locaux sont difficiles à prévoir pour des climatologues hongkongais dont la durabilité dépend avant tout des décisions de la direction du parti unique et divinateur installé à Pékin, soit à 2470 kilomètres – et 3h45 d'heures de vol – de Hong Kong.

Le rêve à Pékin et à Hong Kong

Il est vrai que la distance est moins grande lorsqu'il s'agit d'arrêter, à Pékin, le poète Wang Zang,

devant sa maison, dans la nuit du 1^{er} octobre. Son « crime » : il projetait avec sept autres personnes de lire publiquement un poème de soutien au mouvement pro-démocratie de Hong Kong. Son appartement a été fouillé et son ordinateur, son routeur, etc. ont été confisqués, comme l'a rapporté sa femme Wang Li (Associated Press, 8 octobre 2014). La préoccupation de Xi Jinping et de ses proches – ou plus ou moins proches – de circonscrire à l'île hongkongaise cette « rêverie étudiante » est manifeste.

N'oublions pas le jeu des symboles dans un tel contexte et, encore plus, lorsque l'interconnexion entre les « acteurs sociaux » est relativement internationalisée par les réseaux sociaux. Ainsi, depuis deux ans, une des antennes de la direction du PCC (Parti communiste chinois), sous la conduite du secrétaire général Xi Jinping, se psalmodie sur la mélodie du rêve. Comme l'écrit un bon connaisseur de la Chine – il lit et parle chinois et y a résidé – Frédéric Koller : « *Il n'est plus un discours officiel, à tous les échelons du pouvoir, qui ne parle de rêve.* » (*Le Temps*, 4 octobre 2014) Pour y faire écho, dans ce Hong Kong où l'on parle chinois et anglais (comme à Taïwan), les manifestants ont lancé sur Twitter la chanson de John Lennon : « Imagine » dans laquelle il est répété : « *You may say I'm a dreamer. But I'm not the only one.* » (« Vous pouvez rétorquer, je suis un rêveur. Mais je ne suis pas le seul »). Le détournement du discours officiel de Pékin incarne non seulement l'intelligence créative des mobilisé·e·s, mais aussi la volonté de militant·e·s de la Confédération des étudiants de Hong Kong, de Scholarism (structure lycéenne), d'Occupy central, d'organisations syndicales de parler en direction de la Chine continentale. Et c'est précisément parce que ce « rêve » – certes limité pour diverses raisons et pas seulement à cause de la censure médiatique du régime de Pékin – provoque une nervosité, tapie sous le masque protocolaire, dans la direction du PCC que cette dernière multiplie des allusions, de fait explicites. Et aussi dans la mise au point faite, le 1^{er} octobre 2014, devant la presse au Département d'Etat à Washington, par le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Li : « *Le gouvernement chinois réaffirme sa position très claire, le dossier Hong Kong est du ressort de la politique intérieure chinoise.* » Wang Yi, mettant les points sur les « i », a rajouté : « *Tous les pays doivent respecter ce principe de base dans les relations internationales.* » John Kerry, le secrétaire d'Etat états-unien, avait mentionné le suffrage universel existant dans la Loi fondamentale de Hong Kong. Il est vrai que Kerry est mal placé pour brandir le drapeau de la « démocratie », non seulement à la lumière des interventions militaires états-uniennes dans le monde, mais aussi du seul bilan de la guerre d'Irak de 2003, des « élections » sponsorisées en Afghanistan ou au Yémen, sans même mentionner le parrainage des pouvoirs « élus » du Qatar, de l'Arabie saoudite ou du régime de Moubarak, comme de celui de Sissi.

Revenons à la liaison entre Hong Kong et Chine continentale. Tous les jours, un flux de 800'000 personnes « migrent » vers l'île. Des étudiant·e·s viennent de diverses villes de Chine étudier à Hong Kong. Leur réaction, face aux occupations, est diverse. Certains sont choqués – effectivement – par ce qu'ils qualifient comme un « chaos ». D'autres ne veulent rien dire (et surtout par leur nom) aux journalistes du *South China Morning Post* ou à d'autres organes de presse, radios et chaînes télévisées. La crainte pour leur famille et leur carrière en Chine en constitue la raison. Par contre, Tony Cong, âgé de 24 ans, arrivé il y a un mois pour étudier à la Hong Kong University, après avoir éludé une question directe relative à son jugement politique, doit convenir « *qu'il n'a jamais vu quelque chose comme cette semaine de manifestations* ». Puis, il lâche : « *Je pense que je parle pour la majorité des étudiants de Chine continentale auxquels je dis : "Wow"* ». Il ajoute : « *Ce genre de protestation est totalement nouveau. Nous l'avons vu dans des livres et des films documentaires, mais jamais dans la réalité.* » Il conclut : « *J'admire leur courage et leur sens de la citoyenneté, mais je suis fortement préoccupé par le fait qu'ils puissent être manipulés par des politiciens et des militants qui cherchent à miner les relations avec la Chine continentale.* » (*International New York Times*, 1^{er} octobre 2014)

Kyle Sun, venant de la province d'Hebei, étudie le journalisme aussi à l'Université baptiste de Hong

Kong. Il confesse : « *Je ne soutiens pas les protestations, mais, de même, je ne suis pas contre... Je pense que le gouvernement central [à Pékin] ne va pas reculer parce que s'il donne plus de démocratie à Hong Kong, les autres régions comme le Tibet ou Macao feront face à plus de problèmes... J'ai de la pitié pour les manifestants de Hong Kong car j'ai été plusieurs fois à Admiralty [région centrale de Hong Kong où se trouvent les bâtiments gouvernementaux]... La chaleur est écrasante, et chacun consacre son temps et son argent pour combattre pour la démocratie, mais je ne pense pas que cela fera la différence parce que le gouvernement central ne reculera pas pour donner une démocratie réelle au peuple de Hong Kong.* » (Idem) Un futur journaliste qui devra bien gérer l'auto-censure...

Inégalités, « crony capitalism » et émergence d'une nouvelle génération

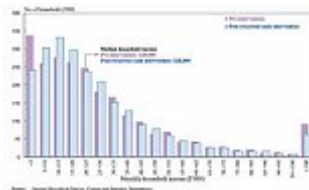
Il y a une autre dimension du rêve sur laquelle il faut revenir. Nombreuses sont les études anglo-saxonnes qui soulignent que le « rêve social et de carrière » offert, dans le passé, à Hong Kong s'est transformé en un mirage. Les données statistiques étayent ce constat.

L'indice Gini [5] pour Hong Kong place cette Région administrative, avec 0,537 en 2011 – et plus actuellement – à la pointe de l'Asie de l'Est et avant le Royaume-Uni, Singapour, les Etats-Unis ou l'Australie. Ce constat ressort des études du gouvernement de la Région administrative. Voir les graphiques ci-dessous, à gauche pour Gini et à droite pour la courbe de Lorenz [6]. Le chemin pentu du coefficient de Gini pris, depuis 1991, est frappant. Il en va de même pour la courbe de Lorenz.



Selon les données disponibles, 30% de la population – soit plus de 2,2 millions – vit dans des ensembles publics très « concentrés du point de vue de l'espace habitable pour une famille », comme l'illustre la photo (ci-dessous). La fraction âgée de la population est la cible la plus fragile et brutalisée par cette inégalité et la paupérisation. Le contraste est violent entre ces logements et ceux de luxe qui conquièrent l'espace urbain de la Région administrative, en éjectant une partie de la population vers les zones périphériques. Les travailleuses et travailleurs de ces régions subissent le plus rudement la mise en concurrence organisée par les employeurs avec une main-d'œuvre migrante ou « frontalière » venant du continent et d'autres pays asiatiques.

Spéculateurs immobiliers, mafieux, membres des institutions administratives sont des « planificateurs » du territoire qui obéissent à la loi du marché et de la rente foncière qui sont encore plus implacables que le système électoral. De « nouveaux territoires », appellation officielle, seront consacrés à des habitations de luxe et à des centres commerciaux (mall) pour de riches Chinois venant du continent. L'évacuation de 6000 paysans suscite, aussi, des tensions... Mais cette pratique est courante en Chine « communiste ». Dans le domaine de l'organisation urbaine et de l'habitat à Hong Kong, un régime hypercensitaire s'impose donc.



On peut constater le nombre de ménage disposant du revenu médian et ceux en-dessous, que ce soit avant une aide de l'Etat (sous forme d'aide à la scolarisation, à des dépenses de sécurité sociale), p. 7 du Rapport sur la pauvreté de 2012)



Malgré l'hypocrisie de l'hebdomadaire britannique ultra-conservateur *The Economist* (15 mars 2014), un fait reste : Hong Kong représente un des paradigmes à l'échelle mondiale du « crony capitalism », soit le capitalisme de connivence (voir graphique ci-contre).

Tel que le système capitaliste avec sa logique d'accumulation comme de distribution le dicte, les salaires ne progressent plus (voir graphique ci-dessous). Le professeur Li Kui-wai de l'Université de Hong Kong reconnaît : « *Ce n'est plus comme dans les années 1970-1980 quand on savait que nos salaires allaient monter l'année prochaine. Notre économie n'est plus aussi bonne que par le passé.* »

Pour passer (statistiquement) au-dessus de la « ligne de pauvreté », le revenu actuel doit être plus élevé étant donné la hausse des prix à la consommation. Ces derniers sont soumis à une dispersion géographique marquée dans la restauration, l'approvisionnement, les services ; cela étant lié au tourisme et à la couche de salariés « haut de gamme ». Le montant consacré au logement est décisif dans le revenu disponible des ménages. Ainsi s'est accru le « poverty gap », soit l'intensité de la pauvreté, un indicateur qui permet d'apprécier à quel point le niveau de vie de la population définie comme pauvre est éloigné du seuil de pauvreté (voir p. 24 de l'étude citée ci-après). Environ 20% de la population est concernée. Une constatation établie par le rapport intitulé *Hong Kong Poverty Situation, 2012. Government of the Hong Kong Special Administrative Region* [7].

La situation matérielle des jeunes et relativement jeunes salarié·e·s (ceux de moins de 40 ans et ceux de moins de 30 ans) s'est considérablement dégradée. Selon le Hong Kong Transition Project (HKTP), dans son rapport du 29 avril 2014, le mécontentement a fortement crû depuis 2003-2004, parallèlement à la perte de crédibilité du gouvernement que nous avons illustré par un graphique

dans la première partie de cet article.

Le directeur du HKTP, Michael DeGolyer, situe la chute des revenus en termes réels à hauteur de 10 à 15% depuis 2000. Mais la hausse des prix de l'immobilier (un simple logement) a été telle que la somme nécessaire à l'achat d'un appartement équivaut à 14 revenus annuels. Loger avec ses parents à 30 ans, les entretenir, ainsi que les grands-parents, ne relève pas d'une « culture familiale » – comme certains journalistes touristes le croient – mais des contraintes socio-économiques qui les assaillent et qui instrumentalisent une « norme historique » pour ce qui relève de l'habitat. Ce qui, aux yeux d'une majorité de jeunes salariés, comme l'indique l'enquête, ne correspond plus à la société de Hong Kong qui fait pont avec la Chine « traditionnelle », la Chine modernisée et les schèmes marchands occidentaux.

La sympathie que les leaders jeunes du mouvement démocratique ont captée est en relation avec ce processus. Sous cet angle, ils sont en syntonie avec ces couches de la société. Et ils ont gagné le respect de ceux et celles qui ont mené diverses luttes démocratiques (avec des perspectives différentes), dans un passé relativement lointain. Des luttes qui n'ont pas fait apparaître avec autant de force le choc entre un pouvoir régional vermoulu et un leadership, certes pas unifié, de quatre mouvements (Fédération des étudiants, Scholarism, Occupy Central et HKCTU). Des figures publiques de ce mouvement sont apparues durant des jours sur la scène politique. Elles ont exigé le départ de CY Leung et ont accepté, sous conditions, de dialoguer, tout en restant méfiantes.

2003, 2012 et 2014

Sans reprendre les manifestations commémoratives, telles qu'exposées dans la première partie de cet article, deux épisodes politiques, d'affirmation du pouvoir de Pékin (avec son transfert hongkongais) ont préparé l'humus de la mobilisation de septembre-octobre. En premier lieu, le gouvernement de Hong Kong a proposé, dès le 24 septembre 2002, une loi « anti-subversion » – connue sous le nom de l'Article 23 de la Loi fondamentale de Hong Kong – visant à punir tout acte de trahison, de subversion, de sédition, de sécession contre le « Gouvernement central du peuple ». Cet article visait aussi les organisations, les associations qui cherchaient à établir des liens avec des homologues étrangers. La mobilisation contre ce changement fut massive. Le 1^{er} juillet 2003, quelques centaines de milliers de personnes descendirent dans la rue. Le projet de modification de la Loi fondamentale fut retiré.

En deuxième lieu, en 2012, le gouvernement adopte un projet d'« éducation patriotique ». Les manuels devaient donner la version de l'histoire de Chine et de son système politique selon l'interprétation du Parti communiste chinois. Selon le professeur adjoint d'histoire à l'Université chinoise de Hong Kong, Willy Wo-Lap lam, cette tentative d'imposer une version (changeante selon les aléas politiques au sein de la direction du PCC) de l'histoire – dans une métropole où la tradition de publication est grande – est apparue comme une atteinte à la liberté d'expression et de pensée. Joshua Wong, un des leaders actuels du mouvement démocratique, déjà porte-parole de Scholarism, affirmait alors au South China Morning Post, du 1^{er} septembre 2012 : « *Le programme d'éducation nationale a pour but de forger un patriotisme aveugle parmi les étudiants. Nous craignons que beaucoup d'étudiants ne subissent un lavage de cerveau.* » Les autorités ne voulaient pas limiter au milieu universitaire leur « cours d'éducation nationale », mais l'appliquer dans le secondaire dès 2013, avec un cursus de trois ans.

Les manifestations se multiplièrent pour aboutir à un rassemblement d'une ampleur énorme le 1^{er} septembre. Les autorités durent reculer. Le professeur Wo-Lap lam, interrogé par le South China Morning Post (30 juillet 2012), notait que l'essor du « *mouvement populaire contre l'éducation*

patriotique reflétait la méfiance envers l'administration de Leung CY. C'est une propagande nationaliste réellement grossière. » Leung Chun-ying, que beaucoup soupçonnent d'être membre non déclaré du PCC, a essayé d'imputer le projet d'« éducation nationale » à son prédécesseur Donald Tsang. Une manœuvre classique dans les affrontements bureaucratiques au sommet de l'appareil d'Etat central et du PCC, et non pas seulement une spécialité de Hong Kong.

CY Leung, entré en fonction en juillet 2012, marchait sur les brisées d'un projet du gouvernement central que l'administration hongkongaise était incapable d'imposer. A chaque échéance, des décisions de ce type suscitérent à la fois des mobilisations et un renforcement des structures parmi le milieu étudiant et, y compris, syndical, même si la loi fait obstacle à l'organisation de grèves généralisées. Ce qui n'empêche pas le déclenchement de grèves parcellaires.

Dans ce sens, le mouvement des étudiants et des lycéens, qui a convergé avec celui d'Occupy Central, révèle la possibilité d'une dynamique de grève générale. Il n'en découle pas qu'une telle perspective soit à l'ordre du jour. L'organisation des salarié-e-s et leur mise en action à une échelle spatiale analogue à celle du mouvement démocratique de septembre-octobre 2014 se heurtent à d'autres délicates et rudes difficultés. D'autant plus qu'une fraction importante des travailleurs et travailleuses – dans un contexte où le chômage officiel à Hong Kong (quelque 3,1%) est camouflé par les flux migratoires frontaliers – ressentent des menaces quotidiennes sur leur emploi, souvent précaire. Les dates de 2003 et 2012, plus la lanterne magique actionnée par CY Leung – projetant l'ombre de Xi Jinping –, éclairent le mouvement démocratique de 2014.

CY Leung est aujourd'hui accusé d'avoir reçu 4 millions de livres (6,16 millions CHF) non déclarées pour le compte d'une firme australienne, cotée en bourse. Il s'agit selon le quotidien australien *The Age* (8 octobre 2014) de DTZ Holdings. En fait, la firme transnationale UGL, basée à Sydney (cotée à l'Australian Securities Exchange's ASX 200 Index), a acquis en 2011 DTZ Holdings (ayant son siège au Royaume-Uni). Cette dernière disposait en effet de possibilités juridiques à long terme, malgré sa situation financière désastreuse, d'opérer à Hong Kong et en Chine continentale. Or, l'australienne UGL a connu une croissance mondiale rapide, en particulier dans le Sud-Est asiatique.

Le porte-parole de Leung, Michael Yu, a déclaré : « Les versements effectués sont dus à la démission de Monsieur Leung de DTZ et non pas pour des services futurs qu'il aurait dû assurer. » (Idem) Une explication très crédible ! Le *Financial Times* du 9 octobre (site, 11h35) ajoute une louche. Le même porte-parole souligne que CY Leung n'a pas payé d'impôt, car il n'était pas contraint « *de payer des impôts sur son salaire* ». De plus, le *FT* précise que CY Leung avait signé son contrat avec UGL en 2011. Donc après qu'il a annoncé son intention de se présenter au poste de « chief executive ». La lanterne magique CY va assez rapidement être éteinte par un souffle venant de Pékin. Et la commission d'enquête pour corruption va permettre de faire sauter ce fusible, avec le consentement du grand contempteur de la corruption en Chine continentale : le camarade Xi Jinping. Comme quoi les puissants mouvements démocratiques servent toujours à faire surgir les traits forts d'un régime : en l'occurrence, celui du « crony capitalism ».

Hong Kong reste encore fort importante

La « contagion démocratique » sur le continent a été et est un sujet de débat parmi les experts. Sur ce terrain, en comparaison, les météorologues sont effectivement précis. Quant aux économistes, ils doivent d'abord se mettre d'accord sur le temps qu'il faisait hier. La prédiction selon laquelle la direction du Parti-Etat ou de l'Etat-Parti envisage de donner à Shanghai une position concurrente à celle de Hong Kong en termes de centre financier, économique et de place offshore n'est pas trop risquée. La seule question : en combien de temps peut s'opérer un tel transfert et une telle

transition ? Et la temporalité s'articule ici avec des mutations d'ampleur en Chine et dans la région. Donc, l'hypothèse peut être faite. Elle peut servir à l'examen empirique. Il y a un an, le gouvernement chinois a inauguré avec fracas la zone franche de Shanghai (ZFS), une place qui doit être un nouveau laboratoire de réformes économiques et financières pour Pékin. Avec précaution, le gouvernement indiquait dans la presse économique que pourrait s'exercer à partir de cette plateforme la libre convertibilité du yuan, sans préciser une date. Il ajoutait que le contrôle des taux d'intérêt serait levé, à nouveau sans date. C'est tout. La prédiction générale, sans *timing*, se résume en une banalité d'expert, pour plateau télévisé.

Par contre, Hong Kong reste qualifiée par les *think tanks* libéraux – de la Fondation Schmidheiny (Suisse) en passant par la Heritage Foundation (Etats-Unis) – comme l'économie la plus « libre » à l'échelle mondiale. Cette liberté, le capital transnational la connaît et sait l'utiliser. A l'opposé, il se méfie des mouvements démocratiques comme on peut le lire aussi bien dans les déclarations des grandes banques présentes à Hong Kong (HSBC, Standard Chartered, RBS, etc.) que dans les communiqués quotidiens de la HKMA (Hong Kong Monetary Authority), la banque centrale de Hong Kong. On trouve ces communiqués ayant trait aux incidences du mouvement démocratique sur le fonctionnement des banques dans sa rubrique « Press releases » : 11 communiqués qui chaque jour énumèrent le nombre de banques qui peuvent fonctionner normalement ou pas.

Hong Kong n'a pas encore coulé comme place *offshore*. Le volcan démocratique hongkongais est suivi par la presse internationale avec moins de difficultés de prononciation que l'éruption du volcan islandais Eyjafjallajökull !

A l'extérieur un gant de velours, à l'intérieur une main de fer

Une chose est sûre : l'inquiétude existe dans les cercles dirigeants de la bureaucratie céleste. Depuis longtemps, la direction du PCC a des vues sur Taïwan. Le 26 septembre, le président chinois Xi Jinping recevait le président de la New Alliance Association, Hsu Li-nung. Ce fut la première fois que Xi Jinping, depuis qu'il siège à la présidence, situa les rapports avec Taïwan dans le cadre du principe « *un pays, deux systèmes* » (*Taipei Times*, 27 septembre 2014). L'impact du mouvement démocratique de Hong Kong dans la jeunesse de Taïwan a été et est réel. Titus Chen, professeur à la National Sun Yat-sen University de Taïwan, déclarait à Andrew Jacobs, le 5 octobre 2014 : « *Alors que nous suivons de près les événements à Hong Kong, nous avons le sentiment que dans un avenir pas trop distant on pourrait terminer comme Hong Kong. Aujourd'hui, c'est Hong Kong, demain, cela pourrait être Taïwan.* » (*International New York Times*, 5 octobre 2014) Titus exagère peut-être. Toutefois, c'est un indicateur du climat.

John Delury, professeur de East Asian Studies à la Yonsei University de Corée du Sud, souligne que ses étudiants venant de toute la région ont manifesté un grand intérêt pour le mouvement démocratique. Il conclut : « *Je pense que l'impact sur les jeunes au travers de l'Asie pourrait être beaucoup plus grand que Pékin l'anticipe.* »

Le président de Taïwan, Ma Ying-jeou, a d'ailleurs déclaré, dès le 27 septembre, dans divers organes de presse européens que les Taïwanais n'achèteraient pas les avances de Xi Jinping. Reste que l'interconnexion économique entre Taïwan et la Chine continentale est toujours plus resserrée.

Le poids géopolitique du protecteur historique Washington – pour qui Pékin est un rival – n'est plus celui du passé. A elle seule l'instabilité profonde du Moyen-Orient le démontre, au même titre que la tentative de contre-offensive en Afrique, face aux investisseurs chinois. Elle a été annoncée par Obama lors du sommet Etats-Unis-Afrique (dans le cadre de l'Africa Business Forum) tenu le mardi 5 août, avec une certaine ironie, dans l'hôtel Mandarin Oriental à Washington !

Le paradigme « un pays, deux systèmes » est un embarras et un espoir (ou désespoir) pour Pékin, Taipei et Washington. Le mouvement démocratique de Hong Kong ravive la douleur de certains dirigeants et l'euphorie de forces démocratiques qui se profilent et mûrissent dans la région.

Par contre, ceux qui défient le PCC à Lahssa (Tibet) et à Urumqi, la capitale de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (nord-ouest de la République populaire, province turcophone et musulmane), font face à l'Armée populaire de libération. La répression y est implacable. Elle s'applique en l'absence, pour l'essentiel, de vidéos et de films. Il n'y a pas de diffusion des affrontements et de la répression sur les chaînes télévisées internationales.

Cette main de fer est l'expression d'un pouvoir centralisé, subissant des pressions centrifuges, y compris de la part de fractions de la bureaucratie des provinces qui n'a pas le rang de celle qualifiée de céleste mais qui peut accumuler des fortunes et du pouvoir. Une autorité centrale dont la seule idéologie est aujourd'hui un nationalisme exacerbé et des formules propres à Confucius, déjà utilisées à profusion par Mao. Les slogans du sage (du VI^e siècle avant notre ère) formatés par l'équipe de communication de Xi Jinping peuvent être entendus (en passant) à une seule condition : le taux de croissance doit assurer l'emploi, les inégalités ne doivent pas exploser, les duels au sommet de l'appareil ne doivent pas fournir l'occasion d'ouvrir une brèche à un mouvement revendicatif, même initialement assez banal.

Un leadership remarquable, au sens premier du terme

Joshua Wong a résumé le sens de leur action par la formule : « *Toute notre action est identique à semer des graines.* » (*The Guardian*, 7 octobre 2014) Le mur des messages de soutien dans le quartier gouvernemental d'Admiralty rappelle le Mur de la démocratie où étaient collés entre novembre 1978 et décembre 1979, à l'ouest de la place Tiananmen, le long de la rue Xidan, les affiches manuscrites (dazibao). La grande différence, ce mouvement démocratique, qui partait du fond de secteurs jeunes de la société, était largement stimulé et contrôlé par des fractions de l'appareil du PCC, après la période dite maoïste. A Hong Kong, ce mur est l'illustration, à sa manière, de l'audience d'un mouvement démocratique organisé d'en bas et préparé par de longues batailles et des organisations décidées et courageuses.

L'intelligence tactique n'a pas manqué. Ainsi, lorsque le 2 octobre des attaques sont lancées contre deux camps d'occupants (tentes arrachées, barricades renversées) par des mafieux, la direction de la Fédération étudiante a immédiatement déclaré : « *Nous refusons l'appel à négocier par le chef exécutif Leung Chun-ying. Tout le monde voit ce qui s'est passé aujourd'hui. Le gouvernement et la police ont fermé les yeux devant des actes de violence par les triades [organisations mafieuses historiques], gangs criminels qui visent les protestataires pacifiques.* » Parallèlement, Geoff Crotthall, le responsable de la communication du *China Labour Bulletin*, déclarait : « *Ce que nous devons comprendre, c'est que toute la violence vient d'une seule direction. Les journalistes et les passants n'ont pas été attaqués par les protestataires pro-démocratie. Toute la violence vient de ces voyous et hooligans.* »

Il en va de même pour ce qui relève de la concentration des critiques sur CY Leung et sur la revendication de sa démission. Avec un sens de l'objectif à atteindre, du bras de levier à utiliser pour modifier le rapport de force politique et symbolique, des leaders de Scholarism, de la Fédération des étudiants et d'autres ont expliqué sans détour : il faut isoler CY Leung, ne pas attaquer l'ensemble des membres du gouvernement et de l'administration. Pratiquement, ils n'avaient pas tort. Il suffit d'examiner la photo officielle, faite le 1^{er} octobre à l'occasion de la fête nationale, pour les 65 ans de la création de la République populaire de Chine. Le pantin CY Leung échange un toast avec le vrai

patron, le major général Tan Benhong, chef de l'Armée populaire de libération pour la Région administrative de Hong Kong. Voilà à qui s'affronte, en dernière instance, le mouvement démocratique.

Dès le 3 octobre, beaucoup de journalistes ont tartiné sur les hésitations et le manque d'objectifs des composantes du mouvement démocratique. Un leadership unifiant, disposant d'un réseau très large, s'édifie au travers d'une accumulation d'expériences, de luttes. Il exprime sa maturité face au caractère propre de l'événement qui s'inscrit, lui dans un mouvement d'ensemble mais surgit en tant que tel de manière assez aléatoire. Il serait des plus arrogant de ne pas prendre la mesure des capacités du et des leaderships, en termes organisationnels, politiques et de discours comme d'explications. Ces dernières font découvrir à des secteurs entiers de la population une réalité d'ensemble à partir de fragments éclairés par des débats, des déclarations du pouvoir, des affrontements avec des mafieux, des oppositions de petits commerçants ou de membres de l'administration.

Dès le mois de juillet, l'alliance entre les milliardaires – dont l'influence était dénoncée depuis des mois par le mouvement démocratique émergent – et l'administration ainsi que le PCC s'est concrétisée dans une pétition qui a de suite trouvé une tribune dans les médias internationaux. Dès le 29 juillet, le *Financial Times* titrait : « *HK pétition dénonce le mouvement pro-démocratie* ». Dans la meilleure tradition, il ne s'agissait pas des hommes d'affaires, pourtant bien mentionnés dans le texte, mais d'une entité politico-administrative citée dans le titre : HK ! La campagne continue et le China Daily la relaie. C'est un des pouvoirs (les milliardaires) auquel le mouvement doit faire face. Et son influence dans des fractions de la population n'est pas négligeable dans la mesure où il conditionne directement ou indirectement de nombreuses activités économiques. Même si les conducteurs de camion, lors d'une conférence de presse donnée le jeudi après-midi 9 octobre, ont indiqué qu'ils enlèveraient les barricades, si elles n'étaient pas enlevées... le 15 octobre. Ce qui montre une attitude pas typiquement pro-gouvernementale. Enfin, le monde des affaires a des relais dans le Parti démocratique, dont une fraction en rupture, dite des néo-démocrates, demande clairement l'enquête pour corruption contre CY Leung. Y compris dans ces strates, l'impact du mouvement démocratique existe.

Des négociations interrompues par le pouvoir. L'échéance du 10 octobre

Le numéro 2 de la région, la cheffe secrétaire Carrie Lam, a rompu de manière unilatérale les négociations prévues. Dans son intervention, elle a insisté sur les aspects illégaux de l'occupation. La réponse de Tommy Cheung Sau-yin, président du syndicat des étudiants de la Chinese University, a été la suivante : « *Le gouvernement prend l'initiative d'annuler le dialogue, ce qui fait douter les gens de la sincérité des officiels.* » Un terme faisant écho à l'accusation de Madame Lam sur le manque de sincérité des étudiants. Carrie Lam, qui remplace CY Leung, enterré politiquement, a mis l'accent sur un point : tout dialogue doit s'inscrire dans le cadre de la Loi fondamentale. Dit autrement, ce n'est pas à Hong Kong que se décident les modalités du futur suffrage universel et de l'élection du chef exécutif de Hong Kong. La Fédération des étudiants a appelé, par la voix de son vice-secrétaire, Lester Shum, à une manifestation de masse sur Harcourt Road, le vendredi 10 octobre, pour protester contre la rupture des négociations.

De nombreux meetings ont lieu dans les quartiers pour expliquer le sens que le mouvement voulait donner à la négociation avec le gouvernement, ce d'autant plus que Carrie Lam affirme qu'il « *a changé ses revendications* ». Selon elle, il demanderait au gouvernement chinois de modifier la Loi fondamentale, soit la mini-Constitution de Hong Kong. D'où la nécessité pour les étudiants d'expliquer leur projet et leur action.

Un député pro-démocratie, Alan Leong, a déclaré aux représentants des trois principales organisations qu'il était favorable à bloquer toutes les décisions parlementaires concernant les finances. Ce qui freinerait tout le processus législatif, comme le souligne Michael DeGolyer dans une déclaration au Wall Street Journal du 9 octobre (11h45). Alan Leong a utilisé une formule forte : « *Entrons dans une période de non-coopération.* »

Nous avons indiqué le 7 octobre que le mouvement démocratique de Hong Kong n'avait pas dit son dernier mot. Cela semble vrai, mais il serait d'une grande naïveté de sous-estimer la détermination du pouvoir réel, à Hong Kong et à Pékin, qui a cru qu'en laissant les étudiants se fatiguer, ils seraient de plus en plus ignorés. Qu'ils soient fatigués et qu'ils ressentent de multiples pressions, c'est certain. En même temps, la porte-parole de Scholarism, Agnes Chow, signale qu'ils peuvent dégager certaines plus petites rues et en occuper d'autres. Mais elle met l'accent sur la nécessité de se rendre dans les quartiers pour s'expliquer. Elle le relie à un fait : le nombre de personnes qui sont venues sur les lieux occupés les 1^{er} et 2 octobre. A cela s'ajoutent les « visites » d'infirmières, d'assistants sociaux, d'employés, d'enseignants qui les aident en fin de journée. Ce qu'il y a de plus mature dans cette politisation accélérée, grâce à une praxis collective, ressort dans un moment clé comme la renonciation gouvernementale unilatérale à un dialogue. Ces gains resteront. L'issue de l'affrontement va bien au-delà du mouvement démocratique en tant que tel. Le 10 octobre nous indiquera le contenu et la dynamique d'une nouvelle étape.

Charles-André Udry, 9 octobre 2014

P.-S.

* Publié par A l'encontre les 7 et 9 octobre 2014. <http://alencontre.org/>

Notes

[1] Ce nom renvoie à l'afflux de clients chinois qui profitent de la Fête nationale des 1^{er} et 2 octobre pour venir faire leurs achats à Hong Kong.

[2] C'est une erreur, Han Dongfan a créé le China Labour Bulletin (EESF).

[3] Idem : une erreur (EESF).

[4] voir son site <http://left21.hk/wp/en/16-2/>

[5] L'indice (ou coefficient) de Gini (du nom de statisticien italien Corrado Gini) est un indicateur synthétique d'inégalité de salaires, de revenus, de niveau de vie. Il varie entre 0 et 1. Il est égal à zéro dans une situation d'égalité parfaite, en termes de salaires, de revenu, de niveau de vie. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans une situation la plus inégalitaire possible pour les salaires (sauf un), les revenus, le niveau de vie. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. (cau)

[6] De manière succincte, la courbe de Lorenz est une représentation graphique qui permet d'illustrer les inégalités de revenu. Elle est la représentation de la fonction qui, à la part X des détenteurs d'une grandeur (par exemple un revenu) associe la part Y de la grandeur détenue (le

revenu). Une ligne droite qui part de l'angle gauche du carré pour atteindre l'angle au sommet, à droite, (bissectrice) exprime graphiquement une égalité parfaite. (cau)

[7] http://www.povertyrelief.gov.hk/pdf/2012_Poverty_Situation_Eng.pdf?_ga=1.3931632.1571462959.1412782952